

# Convictions

Bulletin de l'Association

**MichelROCARD**.org



n° 73 - Février 2025

## "Ce rêve individualiste intense a pour condition d'émergence l'absence de limites"

Disons le d'entrée de jeu : personne, il y a encore quelques mois, n'aurait pu prévoir la rapidité et la brutalité avec lesquelles l'administration Trump II fait basculer les équilibres internes aux Etats-Unis - le fameux système des *checks and balances* est paralysé par le "tapis de bombes" réglementaires et médiatiques déversées par le nouveau pouvoir - et les équilibres internationaux, aussi bien dans les relations transatlantiques, dans l'aide au développement que dans le renversement d'alliances au détriment de l'Ukraine. Et personne ne peut aujourd'hui prédire ce que produiront, à brève ou moyenne échéance, ces déséquilibres cyniques et assumés.

Dans un ouvrage paru il y a à peine dix ans, en 2015, *Suicide de l'Occident, suicide de l'humanité ?*, Michel Rocard analysait la remontée des égoïsmes nationaux comme une des causes de "la mort lente du politique", et l'un des facteurs de désintégration de nos sociétés. Lui qui, dans *Le Coeur à l'ouvrage*, paru en 1987, professait une certaine admiration pour la société américaine, son esprit d'entreprise et ses institutions - admiration lucide mais admiration quand même -, qui n'a jamais cédé à "l'anti-américanisme d'ambiance" d'une grande partie de la classe politique et médiatique française - ses "amis" du CERES ne parlaient-ils pas de "gauche américaine" ? - fait dans son dernier ouvrage une description sans concession, précise et amère à la fois, de l'impact de cette montée d'un "populisme réactionnaire, xénophobe et raciste".

Bien sûr, ce texte n'anticipait pas Trump. Mais le terreau sur lequel il a prospéré est justement analysé. Et il n'est pas inutile de le relire aujourd'hui.



" Les États-Unis apportent à cette série (de déséquilibres et de risques) une contribution majeure, liée pour une bonne part à l'intensification récente de traits culturels présents chez eux dès leur origine, le refus de l'État central comme celui de l'impôt. Restés longtemps marginaux, ces comportements produisent de période en période des bouffées cycliques provoquant des dégâts ravageurs dans la pensée et la conduite collective de ce grand pays. Un des dogmes de l'espèce « jamais en aucun cas ni en aucune occasion les États-Unis ne doivent accepter de se soumettre à une loi qu'il n'aurait pas écrite et adoptée eux-mêmes », par exemple, est de manière rémanente mais constante un prétexte à *filibuster* législatif pour une petite dizaine de sénateurs, le plus souvent endigué par une écrasante majorité de législateurs responsables. Mais l'importance de l'enjeu, une symbolique accompagnatrice de mauvais augure, une conjoncture économique défavorable au gouvernement de l'époque, suffisent à ce que réapparaisse la marée populiste. Ainsi s'explique la

non-ratification du traité de Versailles en 1919, et par là la condamnation de la SDN à l'impuissance, et donc en partie la Seconde Guerre mondiale. Ainsi s'explique aussi, largement, l'extrême difficulté qu'eut Franklin Roosevelt à faire adopter législativement le New Deal dont le Congrès n'adopta qu'une modeste part.

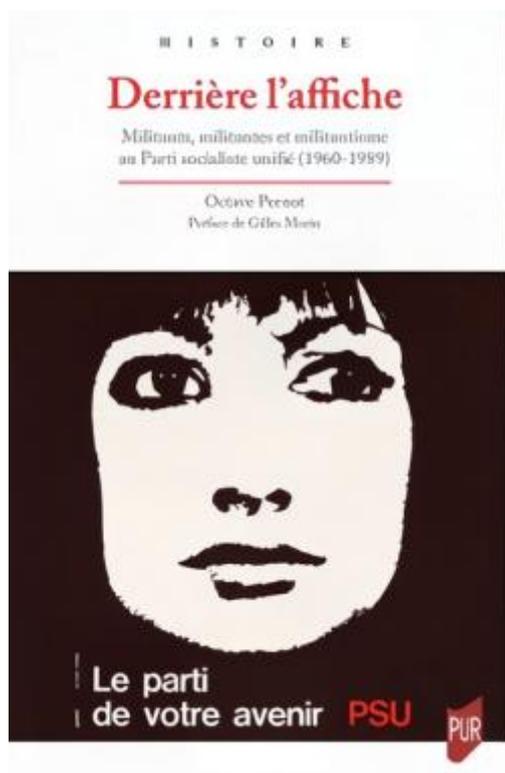
Pour avoir été longtemps cyclique et marginalisée, cette tendance s'est beaucoup renforcée, quelque peu institutionnalisée depuis deux ou trois décennies.

L'une des raisons en est clairement que le « rêve américain » s'émousse. Mythe de toute-puissance, et d'assouvissement personnel illimité, ce rêve individualiste intense a comme condition d'émergence l'absence de limites. L'espace, comme la terre, comme les ressources, sont illimités, il n'existe de règles acceptées que pour préserver la liberté de chacun devant celle des autres, la Constitution commence par la longue liste des interdictions faites à l'État de mettre en cause des libertés individuelles à commencer par celle de porter des armes, et la justice, loin de défendre un intérêt général éventuellement commun, édicte les procédures de défense de chaque intérêt privé devant tous les autres. L'assassinat de Kennedy est déjà le fruit de ces sombres tendances. Or l'espace se découvre limité, la terre se raréfie, les ressources demandent protection. L'ascenseur social est en panne. La charge impériale de défendre un tel modèle à la face du monde devient intenable. Devant ce tassement du rêve, la crispation se colore religieusement. Montée des sectes, *moral majority*, créationnisme, Tea party... Une part notable des États-Unis se mure dans un populisme xénophobe, réactionnaire et raciste. La bataille politique contre l'assurance maladie presque universelle voulue par Barack Obama a atteint un degré de violence rare aux USA, coloré qu'elle était du rejet profond, par bien des courants de ce pays, de leur premier président noir. La liste des traités internationaux non ratifiés ou même non-signés s'accroît : le droit de la mer, l'arrêt complet des essais nucléaires, le projet d'un programme diplomatique d'élimination des armes nucléaires, le climat ... "

**Michel ROCARD**

*Suicide de l'Occident, suicide de l'humanité ?*, éditions Flammarion, Paris, 2015.

## "Derrière l'affiche" : une histoire des militants du PSU



Mercredi 12 mars à 18 h, au Maltais Rouge, 40 rue de Malte, Paris 11ème, présentation et signature du livre d'Octave Pernot, avec la participation de l'auteur. Soirée-débat animée par Jean-François Merle

Né de l'opposition à la guerre d'Algérie, le Parti socialiste unifié fut, de 1960 à 1989, de tous les grands combats de la gauche française. Connu pour avoir été un laboratoire d'idées nouvelles, pour son idéal autogestionnaire et pour son rôle lors du mouvement de Mai 1968, le PSU est aussi parfois présenté comme ayant été le parti du futur Premier ministre Michel Rocard. L'histoire du PSU ne peut cependant se résumer à une approche en

termes d'idéologie politique, ni même à une approche se concentrant sur les grands personnages l'ayant incarnée.

Le PSU est en effet également le lieu de l'engagement politique de femmes et d'hommes, et c'est à leur militantisme que ce livre souhaite s'intéresser. Qui sont les militantes et les militants du PSU ? Pourquoi ont-ils rejoint un petit parti dont les chances d'accéder au pouvoir paraissaient infimes ? Comment concrètement ont-ils milité ? De quelle manière ont-ils vécu leur engagement au sein du parti ?

Autant de questions qui montrent qu'une histoire par le bas du PSU permet non seulement d'apporter un éclairage nouveau sur ce que fut l'expérience PSU, mais aussi de mieux comprendre quels sont les ressorts de l'engagement militant au sein d'un petit parti.

Le mémoire de recherche d'Octave Pernot a reçu le Prix de la Fondation Jean-Jaurès en 2020. L'ouvrage qui en est issu, **Derrière l'affiche. Militants, militantes et militantisme au Parti socialiste unifié (1960-1989)** (Presses universitaires de Rennes, 2025), publié avec le soutien de la Fondation Jean-Jaurès, de l'Institut Edouard-Depreux et de l'Institut Tribune socialiste, préfacé par l'historien Gilles Morin, apporte un éclairage nouveau sur ce que fut le PSU et pose des questions toujours actuelles sur l'engagement militant.

J'apporte  
mon soutien  
financier à  
l'association

[MichelROCARD.org](https://www.michelrocard.org)

Païement en ligne possible  
Vous recevrez un reçu fiscal  
(66% de crédit d'impôt)

Visitez le site

[MichelROCARD.org](https://www.michelrocard.org)

SUIVEZ-NOUS



## Récemment mis en ligne : "Un pays comme le nôtre", un entretien inédit avec Michel Rocard, retrouvé par Jean-Louis Missika



Le sociologue Jean-Louis Missika vient d'exhumer de ses archives un entretien inédit avec Michel Rocard, réalisé en 1990, alors qu'il dirigeait le Service d'information et de documentation du gouvernement.

Dans cet entretien Michel Rocard se montre particulièrement offensif

par rapport aux discours publics habituels qui sont les siens à l'époque, et qui cherchent à coller absolument à l'Elysée. Il parle des questions internationales et de la chute du mur de Berlin, mais aussi des réformes qu'il parvient à mener, faisant comme une sorte de bilan. Cet enregistrement, réalisé à la demande de l'association des Amis de Michel Rocard, devait servir au courant rocardien dans les débats internes en vue du congrès de Rennes : c'est aussi une des raisons pour lesquelles il parle abondamment du rôle et du fonctionnement du Parti socialiste.

Cet entretien aurait également pu servir à la campagne présidentielle de Michel Rocard en 1995 qui n'aura finalement jamais lieu.

**+** [Retrouvez sur notre site la vidéo "Un pays comme le nôtre"](#)

---

## Création de l'Observatoire des pôles



L'association "Le Cercle Polaire", dont MichelRocard.org est partenaire, vient de lancer l'observatoire des Pôles POLAR WATCH, veille et prospective des tendances et évolutions en zones polaires, sous la forme d'un bulletin thématique mensuel en français et en anglais, placé sous l'autorité scientifique d'un comité d'experts international. Une façon de prolonger l'engagement de Michel Rocard pour la défense des zones polaires arctique et antarctique, menacées à la fois par les répercussions du réchauffement climatique et désormais par les velléités impérialistes du président des Etats-Unis concernant le Groenland.

**+** [Pour consulter l'Observatoire des Pôles POLAR WATCH](#)

## Exposition de photographies de Pascale Rocard



La cousine de Michel Rocard, connue comme actrice dans les années 1980-1990, revient sur le devant de la scène avec une exposition de photographies.

Fille de Jacques Rocard, cousin proche de Michel, elle témoignait il y a trente ans au micro de Thierry Ardisson sur la relation avec son parent Premier ministre.

*Cliché : Pascale Rocard.com*

**+** [Présentation de l'exposition](#)

**+** [Interview de Pascale Rocard par Thierry Ardisson](#)

## Parcours rocardien

### Jacques Maire : "leur grande convergence intellectuelle passait après leurs responsabilités respectives"



Les relations entre la CFDT et Edmond Maire et Michel Rocard m'évoquent aussitôt la complicité des deux hommes dont les familles se retrouvaient, chaque été au mois de juillet en vacances, dans le Golfe du Morbihan.

Mais je voudrais souligner le paradoxe existant dans la relation entre les deux hommes : leur grande convergence intellectuelle sur les enjeux politiques, la conception de la société, l'équilibre des pouvoirs, le rôle du mouvement ouvrier passait après leurs responsabilités respectives. Celles-ci n'autorisaient pas

qu'ils agissent ensemble.

Certes, très tôt, Edmond Maire avait pris sa carte au PSU de Michel Rocard, faute de mieux. Il fallait être adhérent pour se former politiquement, mais sans pour autant s'engager visiblement. Mais cette "petite gauche" n'avait qu'un très faible impact sur les socialistes et le Parti Communiste ; elle était pour Edmond une source d'énervement.

Les Assises du Socialisme n'ont pas changé la donne. Edmond avait le souci de ne pas aller contre sa base qui souhaitait un vrai changement politique. Il a donc laissé un certain nombre de membres de la CFDT s'impliquer, tout en n'engageant pas l'ensemble de l'appareil dans un partage du pouvoir au sein du Parti Socialiste et la CFDT, au grand étonnement de Mitterrand.

L'importance de l'appareil CFDT et son ancrage ouvrier était un objet d'envie de la part de Michel Rocard, qui aurait bien souhaité mettre cette puissance au service de son projet politique. Mitterrand aurait voulu faire de même et n'a pas compris que la CFDT refuse d'entrer au cœur de l'appareil PS. Il a souhaité malgré tout s'attacher Jacques Chérèque, bien que rocardien, comme symbole visible de la présence des travailleurs dans le Parti. Edmond Maire avait une autre idée du mouvement syndical et une vision claire de la voie à faire prendre à la CFDT : emmener son organisation dans une voie intellectuelle et sociale autonome, sans subir le diktat du communisme ou du PS, notamment après le recentrage de 1976 puis le fameux rapport Moreau.

J'ai moi-même été témoin de cette époque. J'avais adhéré au Parti Socialiste à la rentrée 1980, pour que Mitterrand ne soit jamais président et pour porter Michel Rocard au pouvoir. Ne boudant pas mon plaisir en mai 1981, j'ai privilégié l'engagement syndical, en fondant avec des connaissances devenues des amis, dès 1982, le syndicat étudiant « Pour un Syndicalisme Autogestionnaire », en contrat avec la CFDT. Notre livre de chevet était « La deuxième gauche » de Hervé Hamon et Patrick Rotman. Nous nous définissions politiquement comme rocardiens, mais pensions ne pas avoir grand-chose en commun avec l'aile affichée des jeunes rocardiens de l'époque, incarnée par le trio Bauer, Valls, Fouks. Syndicalistes étudiants également, ils n'hésitaient pas à s'associer aux lambertistes pour grimper plus vite les échelles du pouvoir.

Avec un peu de recul, peut-on regretter, au-delà du respect mutuel et de la convergence de vue qui rassemblait Edmond Maire et Michel Rocard cette absence d'agenda partagé, d'engagement politique entre les rocardiens et la CFDT ? Je ne le crois pas.

Il y a 50 ans, la deuxième gauche politique, les rocardiens et leur galaxie, étaient dans la même position minoritaire que la CFDT, dominés par le Parti Communiste et face à une culture étatique dominante chez les socialistes. La CFDT a réussi, envers et contre tous, en prenant souvent ses distances avec les gouvernements de gauche, à creuser son sillon, assumer son réformisme et créer un vrai consensus interne par un débat démocratique. Elle a pu ainsi progressivement s'affirmer comme la force syndicale centrale du pays, le moteur du dialogue social. Dans un paysage syndical aussi émietté, que la France puisse disposer d'une organisation réaliste, bienveillante sur la société, prête aux rapports de force mais aussi à prendre ses responsabilités face à tout gouvernement, c'est une chance, presque inespérée, que l'on doit aux militants de la CFDT depuis 1962. Il aurait fallu peu de choses, et notamment des engagements partisans de circonstances, pour rendre impossible cette évolution qui fait de la CFDT le premier syndicat de France aujourd'hui.

Michel Rocard et ses amis n'ont pas réussi à faire parcourir la même évolution au PS, celle d'un parti de transformation, réformateur, réaliste, qui ne se coupe pas de sa base sociale tout en ne craignant pas de s'opposer aux révolutionnaires de tout poil. Ce travail reste à mener. C'est peut-être ce message que Michel Rocard a voulu laisser en demandant à Edmond Maire de prononcer son hommage posthume dans la cour des Invalides, un certain été 2016. Et c'est par cet hommage qu'Edmond Maire lui a rendu à cette occasion que je rappelle la référence qu'il fut pour Edmond et la CFDT :

*« Michel Rocard, à travers ses nombreux engagements avec des mouvements de jeunesse, des associations, des clubs de réflexion, et à l'occasion de débats multiples avec des acteurs sociaux ou économiques, apparut ... porteur d'un nouveau cours pour l'évolution de la société française. L'alternance qu'il esquissait dans ses interventions était à la fois morale, face au scepticisme ou au cynisme de bien des dirigeants ; et civique, en opposition frontale aux tenants de l'étatisme ou de la révolution par la loi. Elle résonnait comme un appel à la convergence des forces sociales, politiques et intellectuelles conscientes des difficultés à surmonter. Son ambition pour la société était de même nature que celle qui mobilisait Pierre Mendès France ou Jacques Delors. Sa conception du changement social et sociétal rejetait toute dérive populiste, lorsque les promesses de court terme l'emportent au détriment du fond : l'avenir de l'Europe, la protection de l'environnement et de la planète... »*

**Jacques MAIRE**  
Ancien député

**Une date, un moment...**

## Notre dossier : Michel Rocard et la CFDT

Six mois après le colloque sur les "Assises du socialisme", organisé avec la Fondation Jean-Jaurès et l'Institut François-Mitterrand, nous revenons dans ce numéro sur les liens, étroits et forts mais complexes, que Michel Rocard a entretenus avec la CFDT, et tout spécialement avec Edmond Maire. Pour nourrir cette réflexion, une analyse d'Alain Bergounioux sur les liens idéologiques et les valeurs partagées de cette "deuxième gauche" politique et syndicale, une étude de Claude Roccati sur la perception de ces relations par les militants syndicalistes, le témoignage de Jacques Maire et quelques extraits des mémoires de Pierre Rosanvallon sur cette période.

### Un long compagnonnage, par Alain Bergounioux



Dans l'éventualité d'un hommage national après sa mort, Michel Rocard avait souhaité, qu'à côté du Président de la République, il n'y ait qu'une seule intervention, celle d'Edmond Maire, l'ancien secrétaire général de la CFDT. Ce qui fut fait dans la cour des Invalides, le 7 juillet 2016. Au-delà de l'évocation d'une longue amitié, Edmond Maire souligna l'ampleur de "l'apport de Michel Rocard et de son influence pour l'évolution de la société française", en donnant "une place essentielle à la négociation, au dialogue social et au compromis positif".

Ce point marque l'arrivée de leurs itinéraires respectifs, à partir d'expériences parallèles et d'une proximité idéologique, dans le domaine politique pour l'un et dans le domaine

syndical pour l'autre. En effet, dans les années 1970 et 1980, les deux hommes ont incarné ce qu'il a été convenu d'appeler "la deuxième gauche", d'après le titre d'un livre de Hervé Hamon et de Patrick Rotman, paru en 1982 - terme qu'ils ont trouvé, tous les deux, trop réducteur. Tout part de l'appartenance à une culture commune, forgée dans les débats d'une gauche anticoloniale, à la fin des années 1950, qui a vu avec inquiétude l'instauration d'une Vème République autoritaire, et ne se reconnaissait pas ni dans une SFIO, compromise dans la guerre d'Algérie, ni dans un Parti communiste demeuré stalinien. Pierre Mendès France a été une référence pour une jeune génération qui s'est retrouvée dans l'engagement au sein du Parti socialiste autonome (PSA), puis du Parti socialiste unifié (PSU), à partir de 1960, et syndicalement, au sein de la CFTC, dans les travaux du groupe « Reconstruction », animé par Paul Vignaux. La recherche d'un renouveau du militantisme, politique et syndical, dans ses programmes, ses pratiques et ses structures, a été une préoccupation commune, qui a amené bien des croisements. Il faut rappeler, ainsi, que Michel Rocard avait donné son adhésion à la CFTC, dès son entrée à l'ENA, en 1956, puis à la CFDT, continument jusqu'à son entrée à Matignon, en 1988.

En 1967, comme on sait, Michel Rocard devint Secrétaire National du PSU, et, trois ans plus tard, Edmond Maire succédait à Eugène Descamps à la tête de la CFDT. Ce qui a rapproché les deux organisations dans cette période, et tout particulièrement en 1968 et dans les années qui ont suivi, a été la conviction que la transformation sociale devait essentiellement, résulter de l'action collective et de la diffusion du pouvoir à tous les niveaux de la société, et non de la seule action de l'État. La notion d'"autogestion" a résumé, pour un temps, cette aspiration. Ceci explique que les deux organisations aient marqué leurs réticences vis à vis du Programme Commun de gouvernement, conclu en 1972, par le Parti Socialiste, le Parti communiste et le Parti radical de Gauche, jugé trop étatiste. Ce qui ne les empêchait pas de s'inscrire dans une critique du capitalisme et de se retrouver dans le slogan : "nationalisations, planification, autogestion". Cette proximité idéologique, toutefois, n'est pas allé sans tensions,

comme lorsque le PSU a voulu développer des groupes politiques dans les entreprises, concurrençant ainsi les sections syndicales. Le combat des LIP, en 1973, a néanmoins fait travailler de concert le PSU et la CFDT. L'épisode le plus connu pour les convergences entre Michel Rocard et Edmond Maire s'est situé, après l'élection présidentielle du printemps 1974, et la courte défaite de François Mitterrand, avec la préparation des Assises du Socialisme, à l'automne - auxquelles notre association a consacré un récent colloque. Michel Rocard et Edmond Maire avaient tiré la conclusion que le PSU n'était plus l'outil politique nécessaire pour l'affirmation d'une gauche autogestionnaire et qu'il fallait, pour cela, entrer au Parti Socialiste, devenu dominant à gauche, pour lui donner une sociologie plus ouvrière et une orientation plus autogestionnaire. On sait que les choses furent plus compliquées. Michel Rocard n'entraîna pas la majorité du PSU, Edmond Maire se heurta aux réticences et aux critiques d'une part importante de ses syndicats, et François Mitterrand ne voulait qu'une absorption pour étendre l'influence socialiste. Les logiques d'organisations, avec leurs contraintes propres, ont introduit, ensuite, plus de distance entre le "courant rocardien", minoritaire au sein du PS, et la majorité mairiste dans la CFDT. Il est cependant intéressant de noter que les deux leaders eurent à lutter, dans leurs organisations respectives, et à leurs manières, contre un dogmatisme marxiste et pour redéfinir les rapports de la gauche, politique et syndicale, avec l'économie de marché et penser les fondements d'un "compromis social." Le "recentrage" de la CFDT, qui entendait mettre la négociation au cœur de la pratique syndicale, a commencé en 1977 et s'est achevé en 1978 à son congrès de Brest. Le discours dit des "deux cultures", dans lequel Michel Rocard caractérisait « sa » gauche, a été prononcé au congrès socialiste de Nantes en 1977, et ce fut au congrès de Metz, deux ans plus tard, que l'affrontement emblématique des deux gauches, à travers le face à face avec François Mitterrand, eut le plus de retentissement. Ce fut vraiment dans ces années que Michel Rocard et Edmond Maire prirent toute leur place dans le débat français.

Le paradoxe a voulu que Michel Rocard est devenu Premier Ministre, dans les mois mêmes où Edmond Maire quittait le Secrétariat Général de la CFDT au profit de Jean Kaspar. L'amitié entre les deux hommes a continué à s'exprimer, mais inévitablement, dans un contexte différent. Dans les politiques que Michel Rocard a menées, à Matignon, il a montré un attachement à traduire dans la réalité, autant que faire se pouvait, leurs conceptions communes pour favoriser des rapports plus équilibrés entre la loi et la négociation, en respectant l'autonomie des partenaires sociaux. Bâtir une "société contractuelle" a été une ambition commune avec la majorité de la CFDT, et ses secrétaires généraux successifs. Bien que la CFDT ait pris des distances avec le pouvoir politique, depuis ses mécomptes des années 1981-1983, Michel Rocard a pu compter sur son soutien dans la réforme du RMI, dans la réorganisation des PTT, dans l'instauration de la CSG, alors que la CGT et FO bataillaient contre. Une nouvelle culture politique et sociale a cherché à se concrétiser, mais elle n'a pas pu triompher de la conflictualité qui caractérise les rapports sociaux dans notre pays. Ce combat, toujours à recommencer, que portaient tant Michel Rocard qu'Edmond Maire, demande une convergence des forces qui font de la démocratie pluraliste une fin et un moyen inextricablement liés.

### **Alain BERGOUNIOUX**

*Historien et administrateur de MichelRocard.org*

*Sur notre photo (DR) : Edmond Maire, Jacques Julliard et Michel Rocard. Debout derrière M. Rocard : Jacques Maire*

## Les liens entre la CFDT et Michel Rocard : quelles perceptions au sein du syndicat ?



S'il n'est jamais simple de traiter des relations du syndicat au politique, bien qu'elles intriguent et suscitent régulièrement de nombreux commentaires, il est encore moins de le faire en recherchant le point de vue des militants syndicalistes qui ne se résume pas aux témoignages de quelques responsables. Peu d'enquêtes, qui bien souvent se limitent à leur comportement électoral, ont été menées, les militants sont rarement sondés sur leurs opinions politiques, et leur avis s'exprime avant tout dans le cadre de leur structure, aux assemblées

de syndicats et aux congrès de leurs organisations. Finalement ce sont surtout les moments de controverses qui, en suscitant des réactions, y compris spontanées, donnent à voir leurs positions. Il est vrai que le rapport au politique dans les syndicats amène la plus grande des réserves. Rarement les rencontres entre délégations, même officielles, donnent lieu à des comptes-rendus dans la presse. Les bouleversements de la vie politique sont évidemment soigneusement décortiqués en interne – c'est notamment le rôle de la commission politique – mais les réactions officielles qui en émanent sont le plus souvent mesurées et encore plus rarement personnalisées. Seules les campagnes électorales peuvent produire durant les années 1960-1970 des prises de position marquées, mais cette période a été exceptionnelle – depuis 1986, la CFDT s'interdit toute consigne électorale qui ne soit pas un appel à battre l'extrême-droite.

Et pourtant, la proximité de la centrale avec le Parti socialiste unifié (puis avec le Parti socialiste) ne fait guère de doutes ; elle apparaît même comme une évidence, participant à la conception ce qui a été appelé la « deuxième gauche » [1], incarnée par le tandem Edmond Maire et Michel Rocard. La proximité entre les deux hommes est bien connue [2] et l'hommage du premier aux obsèques du second en 2016 en est le dernier témoignage. Notons toutefois que la caricature qui accompagne la parution en poche de l'ouvrage d'Hamon et Rotman, signée Plantu, montre un Maire s'appuyant sur le cadre non de Rocard, mais de Mendès France, la véritable figure tutélaire de ce courant au début des années 1980... Ainsi dans l'interview qu'Edmond Maire donne à la rédaction de Syndicalisme hebdo (la publication hebdomadaire de la CFDT) à la rentrée 1971 [3], quelques semaines à peine après être devenu le nouveau secrétaire général de l'organisation et quelques semaines aussi après Epinay, il doit répondre à des questions sur les liens de celle-ci avec le Parti socialiste, devant les représentations qui au binôme PC-CGT souhaitent opposer celui PS-CFDT. Par ailleurs, dans ses réponses, le secrétaire général note des convergences entre les positions de l'organisation et celles du parti, s'en félicite mais évoque aussi celles « avec les autres formations de gauche », dont notamment alors le PSU.

Ce rapprochement est à l'époque nourri par plusieurs éléments. Ce sont d'une part le nombre d'adhésions communes à la CFTC-CFDT (parce que cela prend forme dès le début des années soixante) et au PSU. S'il est impossible de donner une comptabilité précise de ce phénomène, en l'absence d'enquête approfondie sur les adhésions politiques au sein des organisations syndicales, des enquêtes biographiques nous permettent de repérer un certain nombre de responsables syndicaux adhérents du parti (citons entre autres Edmond Maire, Marcel Gonin, Jean-Marie Kieken, Jacques Moreau, Pierre Hureau, Fredo Krumnow, Pierre Héritier, Hubert Lesire-Ogrel...). Ces adhésions s'expliquent par la culture politique diffusée par Reconstruction, matrice intellectuelle de la CFDT des années 1960-1970, qu'Edmond Maire a longtemps personnifiée. Selon ses membres, l'engagement syndical ne peut se concevoir sans engagement politique en parallèle, tant leurs actions sont complémentaires [4]. L'action syndicale au-delà de se nourrir d'un intérêt pour le politique, est envisagée en fonction d'une « vue d'ensemble » et en pensant les conséquences des revendications dans le cadre économique et social. Développant une vision politique, l'adhésion à un parti devient alors « naturelle ». C'est pourquoi d'ailleurs dans l'interview déjà citée, Edmond Maire évoque, pour le regretter, la politisation encore trop limitée au sein de la classe ouvrière et la faiblesse de l'engagement militant en politique, ce qu'il impute aux carences des partis. D'autre part, les deux organisations se retrouvent à participer ensemble à un certain nombre d'initiatives qui se sont multipliées au cours

des années soixante depuis les mobilisations contre la guerre d'Algérie aux colloques sur la planification ou le socialisme (rencontre de Grenoble en 1966) jusqu'à la lutte contre la guerre au Vietnam. Alors certains membres de la CFDT développent la théorie d'une « stratégie commune » entre forces syndicales et forces politiques, qui conduit par exemple Edmond Maire dire à la tribune du congrès confédéral, en 1967 qu'à un moment « pour aboutir, il faudra bien faire coïncider la poussée syndicale et le pouvoir politique »[5]. 1968 accentue ensuite les possibilités de convergence, les événements ayant démontré le potentiel révolutionnaire du mouvement ouvrier conduisant à penser que ce sont les luttes dans les entreprises qui amèneront à un renversement du régime. C'est dans les années qui suivent que les contacts entre la CFDT et le PSU s'intensifient, y compris sous forme de délégations officielles sur fond de rapprochement des positions, du congrès de Dijon à l'adoption du Manifeste autogestionnaire.

*Lire la suite en cliquant sur les liens ci-dessous*

### Claude ROCCATI

*Docteure et enseignante en histoire, chercheuse associée au CHS-Mondes contemporains.*

[1] Hervé Hamon, Patrick Rotman, La deuxième gauche. Histoire intellectuelle et politique de la CFDT, Point Seuil, 1984.

[2] Sur ce point, nous renvoyons à la biographie de Jean-Michel Helvig, Edmond Maire. Une histoire de la CFDT, Seuil, 2013.

[3] N°1357, 2 septembre 1971, p. 4-5.

[4] Voir par exemple Jacques Rochelle « Syndicalisme et politique », Reconstruction, 15 mai 1955, p. 10-15.

[5] Syndicalisme hebdo, n°1162, 16 novembre 1967.

**+** *Pour lire la deuxième partie de l'étude*

**+** *Pour lire la troisième partie de l'étude*

## Documents

### Entre la recherche d'une identité commune et l'écart des pratiques militantes, le point de vue de Pierre Rosanvallon



Dans son ouvrage de mémoires, *Notre histoire intellectuelle et politique* (éditions du Seuil, 2018), Pierre Rosanvallon traite évidemment en détail l'histoire des relations entre Michel Rocard et la CFDT, notamment dans le deuxième chapitre qui a pour titre : La matrice intellectuelle et politique de la deuxième gauche. Nous en avons retenu les deux extraits ci-dessous, que nous publions avec l'aimable autorisation de l'auteur.

#### *Un mot-identité*

Au-delà de son contenu immédiat, le mot d'autogestion a joué un rôle majeur comme marqueur d'identité politique au début des années 1970. Il a d'abord donné une centralité intellectuelle et sociale inédite à la CFDT, à un moment où celle-ci comptait trois fois moins d'adhérents que la CGT. Elle est ainsi apparue dans cette période comme l'organisation de masse la plus évidemment restée animée par l'esprit de Mai. La confédération, qui ne s'était dépoussiérée et déconfessionnalisée qu'en 1964, abandonnant derrière elle un lambeau de CFTC, était d'un coup devenue celle qui donnait le ton, qui attirait l'attention, suscitait les sympathies, faisait référence. Les gauchistes observaient à son égard une certaine bienveillance (ou pratiquaient l'entrisme en son sein) et, surtout, de nombreuses associations, qu'elles soient féministes, consacrées à la défense des consommateurs, à celle du cadre de vie ou encore attachées à des expérimentations de démocratie locale, se tournaient vers la CFDT en la considérant comme un partenaire et un allié naturels. Le PSU partageait l'essentiel des conceptions de la CFDT, mais il n'avait que quelques milliers d'adhérents et peu d'élus. A l'âge du présidentialisme son capital politique résidait essentiellement dans la figure de Michel Rocard et dans l'héritage mendésiste qu'il avait recueilli. Si les idées autogestionnaires pouvaient paraître dans leur généralité, l'identité qu'elles dessinaient dans le champ politique était, elle, beaucoup plus clairement lisible. Le terme de « socialisme autogestionnaire » avait ainsi une signification immédiatement sensible. Il renvoyait à des personnes, à des courants, à des organisations ou à des figures intellectuelles. Dès les lendemains du congrès fondateur d'Épinay en 1971, le CERES de Jean-Pierre

Chevènement en avait, par exemple, fait sa marque de fabrique. Ce sera la même chose pour le PSU et la CFDT. Cette dernière cherchera d'ailleurs un moment à aller plus loin en organisant début 1974 des colloques réunissant les différentes familles dont les préoccupations et les analyses étaient considérées comme susceptibles de converger. A côté du Parti socialiste, du PSU et de la CFDT, de petites organisations comme les Centres d'initiatives communistes (dissidents du PCF), Objectif socialiste (un club indépendant) ou l'Alliance marxiste révolutionnaire (de sensibilité libertaire) s'étaient rencontrés. J'avais été, du côté de la CFDT, une des chevilles ouvrières de l'entreprise dont le but était de tester la possible constitution d'un « courant autogestionnaire ». Le projet trouvera finalement une forme limitée d'aboutissement à l'automne 1974 dans la tenue des Assises pour le socialisme (...).

.....

(...) Je retiendrai en premier lieu de cet épisode qu'avoir des ambitions dans un parti, pour un parti, n'a de sens que si l'on est prêt à faire l'investissement que représente la conquête d'un appareil ou la constitution en son sein d'un rapport de force significatif. Après les Assises de l'automne 1974, c'est ce qu'ont fait les rocardiens. Ils se sont battus pour conquérir des places dans les diverses instances et obtenir des mandats électifs. En y passant les jours et les nuits qu'il fallait, en nouant les alliances qui étaient nécessaires et en faisant les compromis inévitables. Les représentants associatifs et syndicats de la « troisième composante », à qui avaient été réservés des sièges au Comité directeur à la suite des Assises, n'avaient, eux, qu'une ambition militante ; ils étaient désintéressés. Ils ont du même coup vite été balayés. Le seul syndicaliste à avoir été nommé secrétaire national du Parti était un ouvrier métallurgiste, ancien permanent de la CFDT. Comme il n'était inséré dans aucun courant, il avait vite été marginalisé, faisant figure d'ovni dans le petit monde homogène de Solférino. Il n'avait, par exemple, intéressé personne en proposant de mettre en place un réseau d'information sur les conflits sociaux et, découragé, il avait fini par démissionner, sans que cela interroge qui que ce soit, y compris chez les rocardiens. Personne ne songera d'ailleurs à le remplacer. C'est la différence considérable qu'il y a entre un militantisme associatif ou syndical, qui vise à des actions concrètes, et un militantisme politique structurellement englué dans des enjeux de pouvoir alimentés par la volonté grisante de faire l'histoire ou de participer à une grande saga dans le sillage d'un leader. Nous serons nombreux à en faire l'amer constat. « *Je rêvais à cette époque, dira Edmond Maire, d'un parti qui fût simultanément pour l'État et la société. Eh bien, François Mitterrand m'a fait faire, en politique, un progrès considérable : je ne rêve plus* ».

**Pierre ROSANVALLON**

*Extraits de Notre histoire intellectuelle et politique, Paris, Seuil, 2018.*

 **Retrouvez ici l'intervention de Pierre Rosanvallon lors de notre colloque du 1er décembre 2023 "Michel Rocard ou une certaine idée de la politique"**

S'ABONNER

MODIFIER VOTRE ABONNEMENT

CONSULTER LES NUMÉROS PRÉCÉDENTS

SE DÉSINSCRIRE

**Convictions** est édité par l'Association MichelRocard.org. Directeur de la publication : Pierre Pringuet. Conception, réalisation et routage : APHANIA. Copyright : MichelRocard.org. Tous droits réservés. Conformément à la loi 2004-801 du 6 août 2004, modifiant la loi 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données vous concernant. Pour l'exercer, adressez-vous à Association MichelRocard.org (12 Cité Malesherbes - 75009 Paris) ou écrivez à [contact-asso-michelrocard@alyas.aphania.com](mailto:contact-asso-michelrocard@alyas.aphania.com)